

03
oct. 2017

▲ Niv. 2

L'État a
répondu

Ukraine

Création de l'alerte : 19 juil. 2017

Le bureau du groupe de presse Vesti à Kyiv a fait l'objet d'une descente de la police nationale et des procureurs militaires

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE  ▶ Harcèlement et intimidation de journalistes

AUTEUR : FEJ/FIJ, CPJ, Index

Le 14 juillet 2017, le Bureau du Procureur général et la police nationale ont perquisitionné les bureaux du groupe de presse ukrainien Vesti à Kyiv. Le groupe comprend Radio Vesti, le quotidien Vesti et le site de nouvelles Vesti-ukr.com. Le raid a été mené dans le cadre d'une enquête sur le détournement de fonds contre l'ancien ministre des Taxes et des Revenus, Oleksandr Klymenko.

La zone était bouclée, des unités spéciales de police et des véhicules blindés entouraient le bâtiment. Les policiers ont complètement entravé le travail du comité de rédaction. La Présidente du conseil d'administration de Media Holding Vesti Ukraine, Olga Semchenko, a expliqué dans un post sur Facebook que la diffusion en direct de la station de radio a été interrompue pendant l'opération et que les autorités ont rassemblé 30 journalistes dans une pièce afin de les interroger et de fouiller leurs téléphones portables.

Selon Olga Semchenko, les perquisitions sont des représailles du Bureau du Procureur pour une enquête de Vesti à propos des revenus et des dépenses du procureur militaire en chef, Anatoly Matio, intitulé «Qui est M. Matios? Ce que le procureur militaire en chef cache". "La pression du gouvernement n'est pas nouvelle pour nous, mais nous n'avons pas encore vu une opération spéciale si importante", a-t-elle déclarée.

Les bureaux de Vesti ont déjà été soumis à plusieurs attaques depuis 2014 et, plus récemment, en février 2017, le Conseil national de la télévision et de la radiodiffusion de l'Ukraine a révoqué la licence de la société de radiodiffusion ukrainienne "Radio Vesti" à Kharkiv et Kyiv.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES



- ➔ [Information publiée sur la plateforme Mapping Media Freedom: "Ukraine: Media Vesti offices raided by police and chief military prosecutor"](#)
- ➔ [L'article de la FEJ sur la révocation des licences de Radio Vesti: "Ukraine: about 100 jobs at risk following revocation of Radio Vesti's licenses"](#)
- ➔ [Article du CPJ: "Security forces raid Ukrainian media group"](#)
- ➔ [Le post Facebook d'Olga Semchenko](#)

RÉPONSES DE L'ÉTAT



03 oct. 2017 | Réponse du Gouvernement ukrainien

- ➔ [Position officielle de l'Ukraine](#)